

EN MARCHÉ !

Caminando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Vol. 16, no 1 mars 1996



«TOUTE ACTION ORIENTÉE AU RENFORCEMENT DES STRUCTURES SOCIALES (...) À LA CROISSANCE DE LA VIE FRATERNELLE, DE LA JUSTICE ET DE LA PAIX, N'EST PAS ÉTRANGÈRE AU TRAVAIL DE MÉDIATION.»

SAMUEL RUIZ, MÉDIATEUR AU CHIAPAS

Pauvreté contre injustice?

L'abîme entre riches et pauvres est sans cesse plus profond. C'est Eduardo Galeano qui nous le rappelle dans ce numéro de *Caminando* : «les cent personnes les plus riches ont une fortune supérieure à tout ce que possède 1,5 milliard d'habitants de la planète réunis!»

Paradoxe inquiétant, la reconnaissance plus grande du phénomène de la pauvreté par les mass médias est associée à un nouveau mouvement de banalisation des problèmes d'injustice. «La pauvreté a été déconnectée de l'injustice», poursuit Galeano dans son examen d'une société sans âme qui tend vers l'incommunication.

Deux autres articles de Michelle Décarie et de Joëlle Chevrier Dumas révèlent l'ampleur actuelle et les conséquences concrètes de ces injustices qui, en Amérique centrale et au Mexique, demeurent le quotidien de la grande majorité des gens. Vous verrez ainsi pourquoi le Centre d'actions urgentes du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine a fait pression sur le gouvernement canadien afin qu'il ose confronter les politiques du gouvernement mexicain, particulièrement à l'égard des violations des droits humains dans la région militarisée au sud du Mexique.

Samuel Ruiz, évêque de San Cristobal de las Casas et médiateur principal dans le conflit au Chiapas, nous expose ses motivations comme pasteur à poursuivre la médiation dans ce conflit de haute intensité. Il répond ainsi à tous ceux qui souhaiteraient le voir ailleurs ou confiné aux tâches intra-ecclésiales.

À la veille de la célébration de Romero, il est aussi intéressant de lire le témoignage des communautés de base salvadoriennes qui soulignent le rôle essentiel des martyrs dans leur expérience ecclésiale. «L'Église est prophétique, ou bien n'est pas Église. Il n'y a aura pas de martyrs s'il n'y a pas de prophétisme» ♦

L'article «Apuntes sobre los medios de incommuniación» de l'écrivain et journaliste uruguayen, Eduardo Galeano, est à l'origine une conférence prononcée dans le cadre du "Congress Communication for Human Dignity" en octobre 1995. Il nous permettra d'approfondir la réflexion amorcée par le dossier du Caminando précédent portant sur le rôle sans précédent que jouent dans notre société les médias et sur la nécessité de renforcer des alternatives afin d'assurer un espace médiatique critique. En effet, la surabondance des images et de l'information va de pair avec une impossibilité croissante de les juger de manière critique, n'ayant d'autre effet que de générer en nous des sentiments d'impuissance, d'apathie ou d'indifférence. Le bombardement médiatique d'information accompagné d'un besoin

glouton d'en savoir plus de la part des «spectateurs» masquent un appauvrissement constant d'une compréhension authentique des événements sur laquelle pourrait prendre ancrage une pratique engagée et transformatrice qui ne soit pas simple acquiescement du statu quo.

Dans un style qui lui est propre, à la fois caustique et mordant, Galeano porte à notre attention ce qu'il appelle «la dictature de la parole unique» (cf. l'article d'Ignacio Ramonet sur la Pensée unique, in Caminando vol. 15, n°4, 1995, p.11-12), uniformisant les pensées et les paroles, dans le concert assourdissant et abrutissant d'images et de mots aseptisés que nous offrent quotidiennement les moyens de communication concentrés entre peu de mains, elles, pas si blanches...

Technologies et mensonges

Vers une société de l'incommunication?

Par Eduardo Galeano *

1. Le nivellement obligatoire

LE MONDE N'A JAMAIS ÉTÉ ÉCONOMIQUEMENT AUSSI INÉGALITAIRE. NI AUSSI FURIEUSEMENT ÉGALISATEUR, EN REVANCHE, À L'ÉGARD DES IDÉES ET DES MOEURS QU'IL IMPOSE PARTOUT. CETTE UNIFORMISATION OBLIGATOIRE, QUI S'ATTAQUE À LA DIVERSITÉ CULTURELLE DE LA PLANÈTE, IMPOSE UN TOTALITARISME QUI EST SYMÉTRIQUE AVEC CELUI DE L'INÉGALITÉ ÉCONOMIQUE IMPOSÉ PAR LA BANQUE MONDIALE, LE FMI ET AUTRES FONDAMENTALISTES DE LA LIBERTÉ DE L'ARGENT. DANS CE MONDE SANS ÂME QUE LES MÉDIAS NOUS PRÉSENTENT COMME LE SEUL MONDE POSSIBLE, LES PEUPLES ONT ÉTÉ REMPLACÉS PAR LES MARCHÉS; LES CITOYENS PAR LES CONSOMMATEURS; LES NATIONS PAR LES ENTREPRISES; LES VILLES PAR LES AGGLOMÉRATIONS; LES RELATIONS HUMAINES PAR LES CONCURRENCES COMMERCIALES.

* Écrivain et essayiste uruguayen, auteur, entre autres, des Veines ouvertes de l'Amérique latine, Pocket, coll. «Terre humaine», Paris, 1990

Les inégalités ont doublé

Jamais l'économie mondiale n'a été aussi peu démocratique, et jamais le monde n'a été plus scandaleusement injuste. Les inégalités ont doublé en trente ans, selon les chiffres des Nations unies et de la Banque mondiale. En 1960, la tranche des plus aisés (20%) de l'humanité était trente fois plus riche que celle des plus pauvres (20%). En 1990, les premiers étaient soixante fois plus riches que les autres.

Et aux extrêmes des extrêmes, entre les plus riches des riches et les plus pauvres des pauvres, l'abîme est devenu infiniment plus profond. En faisant la somme des fortunes privées qu'évoquent, mois après mois, les pages porno-financières des magazines *Forbes* et *Fortune* on constate ceci : les cent personnes les plus riches ont une fortune supérieure à tout ce que possèdent un milliard et demi d'habitants de la planète réunis...

Le droit de choisir entre le pareil et le même

Cette inégalité abyssale est mesurée avec précision. En particulier par la Banque mondiale, qui, tout en s'acharnant à l'accentuer, reconnaît dans son dernier Rapport sur le développement dans le monde qu'elle s'aggrave dangereusement. Ce que confirme l'ONU dans son récent Rapport mondial sur le développement humain.

Le nivellement culturel, lui, ne peut pas se mesurer. Ses progrès dévastateurs sautent pourtant aux yeux. Les médias de l'ère électronique, majoritairement au service de l'incommunication humaine, sont en train d'imposer l'adoration unanime des valeurs de la société néolibérale; ils nous accordent, au mieux, le droit de choisir entre le pareil et le même et ils évacuent l'histoire et le droit à l'identité propre à chaque peuple.

Le Royaume des muets

Jamais la technologie des communications n'a été aussi perfectionnée; et cependant notre monde ressemble chaque jour davantage à un royaume de muets. La propriété des médias est de plus en plus concentrée en quelques mains; les médias dominants sont contrôlés par un petit nombre de puissants qui ont le pouvoir de s'adresser au plus grand nombre de citoyens à travers la planète. Jamais autant d'hommes n'ont été maintenus dans l'incommunication par un si petit groupe. Le nombre de ceux qui ont le droit d'écouter et de regarder ne cesse de croître, tandis que se réduit vertigineu-

sement le nombre de ceux qui ont le privilège d'informer, de s'exprimer, de créer. La dictature de la parole unique et de l'image unique, bien plus dévastatrice que celle du parti unique, impose partout un même mode de vie, et décerne le titre de citoyen exemplaire à celui qui est consommateur docile, spectateur passif, fabriqué en série, à l'échelle planétaire, selon un modèle proposé par la télévision commerciale américaine.

L'exemple de la meilleure télévision publique européenne n'est point parvenu à s'internationaliser; en revanche, les quatre coins du globe, et l'Europe elle-même, ont été conquis par ce venimeux cocktail de sang, de Valium et de publicité qui caractérise la télévision privée des États-Unis.

Des paradoxes explosifs

Ce monde de la fin du siècle, paradisiaque pour quelques-uns et infernal pour le plus grand nombre, est marqué au fer rouge par un double paradoxe. D'abord, l'économie mondiale a besoin d'un marché en expansion perpétuelle pour que les taux de profit ne s'effondrent pas. En même temps, elle a besoin, pour la même raison, de bras qui travaillent à vil prix dans les pays du Sud et de l'Est. Second paradoxe, corollaire du premier : le Nord dicte, de manière de plus en plus autoritaire, des ordres à ces pays du Sud et de l'Est afin qu'ils importent et consomment davantage, mais ce qui s'y multiplie, ce ne sont pas les consommateurs mais les mafias, la corruption et l'insécurité. Les néo-sociétés de consommation émettent de joyeux messages de mort.

La baguette magique des crédits, la dette extérieure qui gonfle jusqu'à l'explosion permettent de procurer de nouveaux produits inutiles à la minorité des consommateurs. La télévision se charge de transformer en besoins réels les demandes artificielles que le Nord invente sans cesse et qu'il répand avec succès sur l'ensemble de la planète. Ainsi, nous sommes tous invités à l'heure actuelle à prendre notre billet pour la croisière de la modernisation. Même si, dans les eaux glacées du marché, les naufragés sont plus nombreux que les plaisanciers.

Pour les millions de jeunes du Sud condamnés au chômage ou à des salaires de misère, la publicité ne stimule pas la demande mais la violence. Les médias leur répètent sans cesse : «Qui n'a rien, n'est rien. Qui n'a pas de voiture ou de chaussures de marque, n'existe pas, c'est un déchet.» Le culte de la consommation est ainsi imposé aux millions d'élèves de

l'école du crime. Les villes explosent, et en leur sein, avec plus d'intensité, explose la délinquance.

En s'emparant de choses qui permettent d'exister, chaque délinquant veut être l'égal de sa victime. La télévision propose un service complet : non seulement elle fait en sorte qu'on confonde qualité de vie

et quantité d'objets, mais, de surcroît, elle offre quotidiennement des cours audio-visuels de violence, que les jeux vidéo complètent. Le crime est le spectacle le plus prisé du petit écran. «Frappe avant d'être frappé», conseillent les jouets électroniques. «Tu es seul, ne compte que sur toi.» Des voitures s'envolent, des gens éclatent : «Toi aussi tu peux tuer».

2. Bénies soient les inégalités!

Le système injuste qui régit le monde et qui s'appelle maintenant, pudiquement, économie de marché, s'enfoncé de plus en plus dans l'impunité. Les médias dominants montrent l'actualité comme un spectacle fugace, étranger à la réalité, vide de mémoire; ils aident à creuser les inégalités.

La pauvreté suscite encore de la peine, mais de moins en moins d'indignation; l'idée se répand que les pauvres sont le résultat du hasard ou le fruit de la fata-

Les cent personnes les plus riches ont une fortune supérieure à tout ce que possèdent 1,5 milliard d'habitants de la planète réunis.

lité. Il y a vingt ans, la pauvreté était perçue comme la conséquence de l'injustice. La gauche le disait, les centristes l'admettaient, et la droite elle-même ne le niait pas. Désormais, la pauvreté est «le juste châtiement que mérite l'inefficacité» ou une «manifestation de l'ordre

naturel des choses». La pauvreté a été déconnectée de l'injustice; et la notion elle-même d'injustice, naguère une certitude universelle, s'est peu à peu estompée jusqu'à disparaître.

Pas question d'injustice!

Le code moral de cette fin de siècle ne condamne pas l'injustice, mais l'échec.

Récemment, Robert McNamara, l'un des responsables américains de la guerre du Vietnam, a publié un long repentir. Dans son livre, *In Retrospect* (1), il admet que cette guerre fut une erreur. Mais, dit-il, si cette guerre qui causa la mort de trois millions de Vietnamiens et de 58 000 Américains fut une erreur, c'est «parce que les États-Unis ne l'ont pas gagnée.» Le péché c'est la défaite, pas l'injustice. Selon M. McNamara, dès 1965, le gouvernement des États-Unis disposait de données massives démontrant

l'impossibilité d'une victoire américaine; son erreur est d'avoir continué d'agir comme si le succès était possible. Que les forces américaines écrasent un peuple et détruisent un pays pour imposer un gouvernement militaire dont les gens ne voulaient pas ne semble pas poser de problème de conscience à M. McNamara.

Avec le système de châtiements et de récompenses qui conçoit la vie comme une course effrénée entre quelques gagnants et beaucoup de perdants, la défaite est le seul péché sans rédemption.

L'ordre biologique, ou peut-être zoologique!

Il y va de la violence comme de la pauvreté. Au Sud, là où habitent les perdants, la violence est rarement considérée comme le résultat de l'injustice. Elle est souvent montrée comme le fruit de la mauvaise conduite d'êtres de troisième catégorie habitant ce qu'on appelle le tiers-monde, condamnés à la violence parce que c'est dans leur nature. La violence, comme la pauvreté, est dans l'ordre naturel des choses, dans l'ordre biologique, voire zoologique d'un sous-monde qui est ainsi parce qu'il l'a toujours été et le sera éternellement.

Un bain de sang qui n'a jamais fait la une

Au moment même où M. McNamara publiait son livre, un scandale éclatait et bouleversait l'opinion publique américaine et internationale. Un colonel de l'armée du Guatemala, par ailleurs agent de la CIA, fut accusé d'avoir assassiné un ressortissant des États-Unis et d'avoir torturé et tué le mari d'une citoyenne américaine. Les médias, qui diffusèrent beaucoup d'informations sur cette affaire, n'ont pas souligné le fait que la CIA finance des assassinats et culbute des gouvernements au Guatemala depuis 1954, quand, avec l'accord du président Dwight Eisenhower, elle organisa le coup d'État qui renversa le gouvernement démocratique de Jacobo Arbenz.

Le président Clinton a ordonné une enquête officielle sur le rôle de la CIA dans ce double meurtre, mais il n'a demandé aucune enquête sur la responsabilité de la CIA et d'autres officines américaines dans le massacre systématique de quelque cent mille Guatémaltèques, la plupart indigènes, au cours des dernières années. Rarement dénoncé par les grands médias de masse, le bain de sang au Guatemala est enfin parvenu à la «une» de l'actualité aux États-Unis. Cela a servi la cause des droits de l'homme, et a rappelé, en passant, la discrimination raciste qui domine la désinformation mondiale.

Dans le même sens, ce n'est certainement pas un hasard si l'assassinat d'Orlando Letelier a entraîné, au Chili, la condamnation de deux officiers proches

L'universelle liberté d'expression consiste à faire en sorte que la périphérie du monde obéisse aux ordres émis par le centre, sans avoir le droit de refuser les valeurs que celui-ci impose.

du général Augusto Pinochet. Letelier fut assassiné, avec sa secrétaire américaine, à Washington, c'est-à-dire au centre du centre du monde. Ce meurtre émut les milieux politiques et médiatiques des États-Unis et devint, de ce fait, une affaire internationale. Cette dimension a de toute évidence permis de faire condamner les assassins. On peut se demander s'ils

l'auraient été si Letelier avait été tué dans une quelconque ville latino-américaine, comme ce fut le cas du général chilien Carlos Prats et de sa femme, impunément assassinés en 1974 à Buenos Aires...

Des histoires de noirs

Voitures imbattables, savons prodigieux, parfums excitants, analgésiques magiques : à travers le petit écran, le marché hypnotise le citoyen-consommateur. Mais parfois, entre spot et spot, la télévision place quelques images de faim et de guerre. Ces

horreurs, ces fatalités arrivent d'un autre monde, de l'enfer, et ne font que souligner le caractère paradisiaque de la société de consommation.

Souvent les images infernales viennent d'Afrique. La faim africaine s'exhibe comme une catastrophe naturelle, et les guerres africaines ne voient s'affronter que des «tribus». Ce sont des histoires de Noirs. Les images de faim oublient de rappeler le saccage colonial. Elles mentionnent rarement la responsabilité des puissances occidentales qui saignèrent le continent par le biais de la traite d'esclaves et par l'obligation de la monoculture, et qui poursuivent l'hémorragie en payant des salaires de misère et des prix vils.

Même chose pour les images des guerres. Silence aussi sur l'héritage colonial; identique impunité pour les inventeurs des frontières fausses qui ont déchiré l'Afrique en plus de cinquante morceaux. Et pour les trafiquants de mort du Nord, vendeurs d'armes qui attisent les guerres du Sud.

Un miroir trompeur

Les maîtres de l'information, à l'ère de l'informatique, nomment communication le monologue du pouvoir. L'universelle liberté d'expression consiste à faire en sorte que la périphérie du monde obéisse aux ordres émis par le centre, sans avoir le droit de refuser les valeurs que celui-ci impose. La clientèle des industries culturelles est sans frontières; c'est un supermarché de dimension mondiale où le contrôle social s'exerce à l'échelle planétaire.

Tel est le miroir trompeur qui apprend aux enfants latino-américains à se regarder avec les yeux de ceux qui les méprisent, et les conditionne à accepter comme destin une réalité qui les humilie. L'offensive avilissante de l'incommunication nous oblige à mesurer l'importance du défi culturel. Plus que jamais, il faut y faire face quand les médias, en cette fin de siècle, voudraient nous persuader d'abandonner l'espérance comme on abandonne un cheval épuisé◆

(1) Robert McNamara, In Retrospect : The Tragedy and Lessons of Vietnam, Times Books, New York, 1995.

Tiré de *Le Monde diplomatique*, janvier 1996

Médiation dans les conflits de haute intensité

Par Monseigneur Samuel Ruiz García, évêque de
San Cristóbal de Las Casas, Chiapas, Mexique
(source: CRIE, document 129, décembre 1995).

**LES DÉFIS ECCLÉSIAUX ET SOCIAUX QUI SE VIVENT AU CHIAPAS VALENT POUR TOUT
LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE LATINE ET LE MONDE ENTIER. CE N'EST PAS FACILE,
BIEN SÛR DE DÉMÊLER TOUT CE QUI RESSORT DE CETTE EXPÉRIENCE ET D'EN TIRER
DE LA LUMIÈRE POUR LES NOUVELLES ÉTAPES ET LES NOUVELLES MÉDIATIONS.**

I. Introduction

Depuis le 1er janvier 1994, le Chiapas et le Mexique ont fait leur entrée sur la scène internationale d'une façon inattendue avec l'entrée en scène d'un mouvement indigène armé. Il se soulevait devant l'impossibilité de trouver des réponses aux demandes fondamentales présentées par la voie légale durant plusieurs années.

On ne peut comprendre les événements du Chiapas si on les isole de la problématique nationale et mondiale. Les faits vécus au début de 1994 sont le résultat d'un système politico-économique néolibéral qui a démontré, dans la pratique, son incapacité de fonctionnement. Les promesses de progrès faites par ce système se transforment en appauvrissement pour la majorité des gens; cela se reflète dans les pays de ce qu'on appelle le Tiers-monde.

Actuellement, il y a quarante-huit conflits armés dans le monde. Il existe une unité de recherche politique et sociale spécialisée dans les conflits armés et les processus de paix, qui a démontré que dans tous ces conflits, le facteur religieux, loin d'être une partie du problème, est une partie de la solution. De plus, dans la majorité de ces quarante-huit conflits, les Églises jouent un rôle de médiation, et une bonne partie de ces rôles ecclésiastiques de médiation sont joués par des évêques ou des instances catholiques.

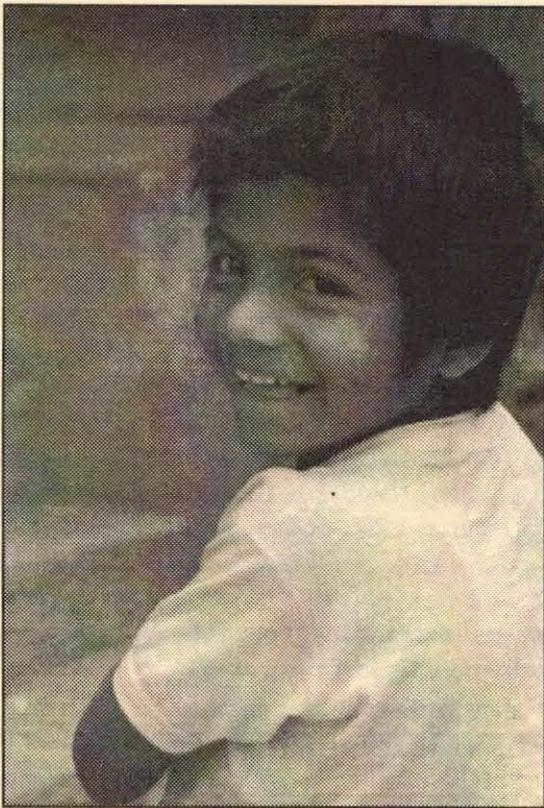
La préoccupation face à cette alarmante réalité de guerre qui se répand dans le monde entier, comme résultat de modèles politiques et économiques incapables de générer le développement intégral des peuples, a amené plusieurs organismes à partager, dans des forums internationaux et continentaux, la recherche d'alternatives qui puissent aider à la construction de la paix.

Les réflexions qui suivent sont celles du diocèse de San Cristóbal de Las Casas, au Chiapas (Mexique), partagées et enrichies par la réflexion sur le rôle des Églises dans la pacification et la médiation qui s'est faite lors de plusieurs forums internationaux et continentaux.

II. Conflits et médiations

À partir de la réflexion et de l'approfondissement de notre propre expérience et de la connaissance des aspects particuliers des différents conflits dans le monde, nous avons pu trouver quelques caractéristiques communes, à savoir :

1. Les conflits créent de toutes façons des processus irréversibles qui génèrent et réclament des situations nouvelles et des changements profonds. On ne peut revenir, alors, à la situation antérieure qui explique la violence. Ce n'est qu'en faisant face aux causes qu'on peut construire la paix.



Les conflits créent des processus irréversibles qui génèrent et réclament des situations nouvelles et des changements profonds.

2. Là où surgissent des conflits, ils sont généralement reliés à des situations d'injustice, de manque de démocratie et de violation des droits humains. Dès lors, nous disons qu'il est impossible de construire la paix sans nous occuper des causes. Notre réflexion nous a amenés à affirmer qu'on ne peut atteindre la Paix, dans les conflits du Tiers-monde sans faire naître une nouvelle étape de développement et un nouveau modèle social.
3. Lors de conflits armés, les Églises sont souvent requises pour appuyer le service de médiation. La confiance dont jouissent les Églises existe, non seulement parce qu'il n'y a pas de partis forts ou parce qu'il n'existe pas une capacité de dialogue entre les acteurs.

Ce sont des éléments d'explication possible, mais la constante mondiale c'est que la médiation que jouent les Églises est déterminée par leur propre spécificité, par leur identité. On reconnaît le carac-

tère distinct, prophétique, apolitique que les Églises possèdent. La confiance qui existe envers elles a beaucoup à voir avec leur capacité de service désintéressé. Le médiateur n'est pas un acteur qui va capitaliser à son avantage sa capacité de médiation, ni qui va s'en servir pour soutenir son propre projet. C'est un acteur qui comprend que la paix, c'est son projet, et qui peut donc s'engager envers elle de façon plus décisive, objective et neutre à partir de son rôle de médiation.

4. Notre expérience nous a permis de faire ressortir que les processus des conflits armés et de paix passent par plusieurs étapes que nous ne pouvons comprendre sans voir l'ensemble du processus.

Nous comprenons que la médiation des Églises est valable, non seulement lors de l'étape du conflit armé qui a amené le début des négociations, mais que cette tâche est importante tout au long du processus, depuis le début du conflit jusqu'à la Paix.

5. La médiation ne se termine pas quand on atteint un accord politique entre les parties d'un conflit armé, ou quand les combats s'arrêtent.

La partie la plus difficile est la construction de la paix. C'est lors de cette longue étape qui inclut la réconciliation, la reconstruction et les changements, que le rôle des Églises est particulièrement fondamental. C'est alors le moment de la mise en place des conditions qui permettent à tous les acteurs civils, politiques et sociaux concernés de devenir parties prenantes coresponsables de la construction de la paix.

III. La médiation de l'Église de San Cristóbal de las Casas, du Chiapas et du Mexique.

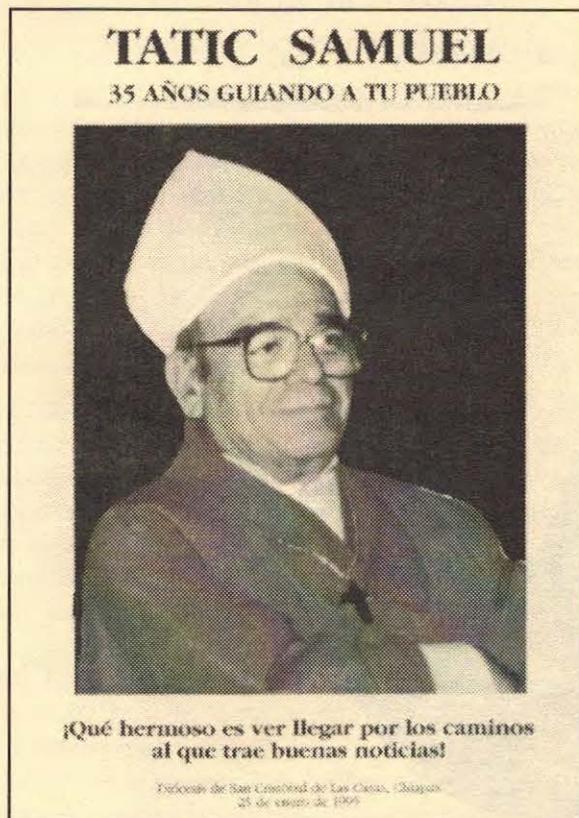
1. Il faut d'abord rappeler que dans le diocèse de San Cristóbal de las Casas un processus ecclésial s'est développé en accord avec les orientations du Concile du Vatican II et des Conférences de l'épiscopat latino-américain des trente dernières années. Ces Conférences ont amené une plus grande participation des membres de l'Église, pas seulement des membres du clergé et des personnes engagées par leur carrière ecclésiastique, mais aussi des laïcs, à s'engager au service de la communauté des frères et des soeurs.

Dans ce contexte la communauté est comprise comme un ensemble ouvert aux événements de son milieu social et politique et aux nécessités du monde entier. Quand elle est comprise de cette manière, la réalité sociale conditionne la façon d'agir de la communauté ecclésiale qui doit répondre à

partir de sa spécificité et en relation directe avec son Fondateur qui est son inspiration.

2. Dans notre diocèse, on a accordé la priorité au sens de la communauté et favorisé ainsi les services au prochain (par la proclamation de la Parole de Dieu, par la recherche d'une expérience religieuse, par la recherche d'alternatives économiques, par le discernement de nouvelles expressions sociales et même politiques). L'expérience communautaire est l'élément critique et le point de départ du sens de ce que veulent réaliser tous ses membres. La médiation dans cette Église particulière, nous l'avons comprise comme un service à la communauté, comme une tâche qui lui est propre et qui doit être vécue par l'ensemble de ses membres.
3. Le fait de comprendre la tâche pastorale de l'évêque comme un service d'unité, de réconciliation et de formation de la communauté dans l'Église à la tête de laquelle il a été nommé, est fondé sur la tradi-

On ne peut atteindre la paix sans faire naître une nouvelle étape de développement et un nouveau modèle social.



La médiateur : la paix, c'est son projet

tion ecclésiale et la pratique actuelle. Donc, toute action orientée au renforcement des structures sociales, capables de permettre une croissance de la vie fraternelle, de la justice et de la paix, n'est pas étrangère à son travail.

Comme on l'a expliqué dans les paragraphes précédents, lors de conflits sociaux et politiques qui débouchent sur des soulèvements armés, dont la cause est la pauvreté et l'injustice, nous découvrons qu'il existe des structures qui rendent impossible la vie harmonieuse et la participation de la majorité, spécialement des plus pauvres. Par conséquent, une tâche authentique de l'évêque, en accord avec son caractère spécifique, le pousse à s'engager dans des activités qui favorisent l'apparition de structures et d'acteurs sociaux qui préconisent des situations nouvelles, des alternatives aux situations qui ont provoqué le conflit armé.

4. Nous constatons aussi que cette dimension de la vie ecclésiale n'a malheureusement pas été comprise par plusieurs personnes, même par quelques évêques. L'opinion qui veut que le travail de médiation soit incompatible avec la tâche propre d'un évêque pêche par simplisme. La tâche de la paix et de la médiation est profondément ecclésiale et profondément épiscopale. Dans la conception chrétienne, Jésus-Christ est le médiateur par excellence; c'est pourquoi ses disciples assument la tâche de transformer les ennemis en frères.
5. Il est important de signaler que la Conférence de l'Épiscopat mexicain (CEM) a accompagné le diocèse de San Cristóbal et son évêque. Depuis janvier 1994, existe la Commission épiscopale pour la paix qui a déjà élaboré trois lettres pastorales qui appuient le processus de paix dans la justice et la dignité. De cette façon, l'appui et l'accueil que la CEM a donné au processus de paix s'insère dans la tradition ecclésiale de médiation.
6. Finalement il faut affirmer que le fait d'assumer la tâche de médiation comme responsabilité propre s'étend à toutes les Églises. Cela s'impose si les Églises comprennent qu'elles sont au service de la société et du monde. Il ne suffit pas d'accompagner le travail de médiation d'un évêque catholique. La paix a quelque chose à voir avec la reconstruction et la réconciliation au niveau national. Elle doit exister pour qu'il y ait des conditions de changement qui permettent non seulement la construction de la Paix, comme dans notre cas au Chiapas, mais qui permettent de prévenir les situations de violence et assurent l'établissement de la justice nécessaire dans d'autres régions du pays.

IV. Conclusion

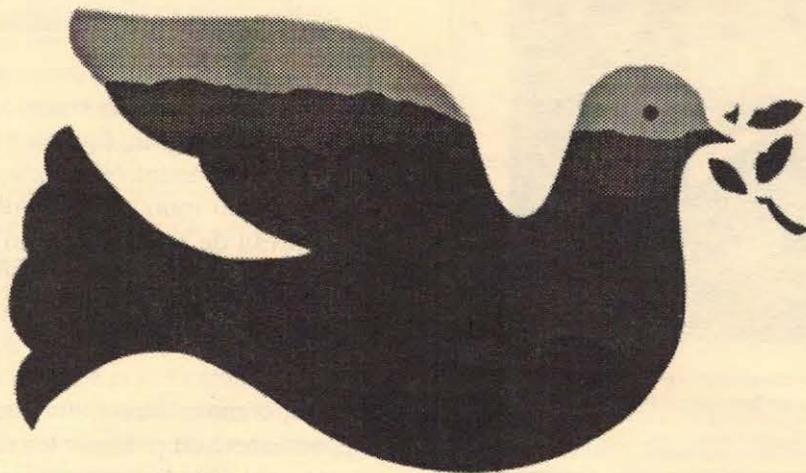
La leçon que nous devons tirer, c'est que si nous ne commençons pas d'ores et déjà à assumer la nécessité nationale d'une nouvelle étape de changement qui est indispensable, non seulement au Chiapas, mais à d'autres endroits où des conditions d'injustice semblables existent, la rébellion pourra se produire et de nouveaux foyers de violence surgiront. Si les Églises n'assumaient pas leur devoir de stimuler cette nouvelle étape, elles cesseraient alors de remplir une de leurs tâches vitales qui est la défense de la vie.

Donc, la médiation de l'évêque et celle d'une Église particulière dans cette perspective, ne s'écartent pas du rôle qui leur sont propres. Au contraire cette médiation amplifie, comme dans plusieurs autres pays, le travail proprement ecclésial qui est le sien. C'est à cause de sa profonde dimension pastorale, ecclésiale et épiscopale, que l'évêque et les Églises peuvent rendre service dans la médiation face aux conflits armés qui surgissent à cause des conditions de pauvreté, du manque de démocratie, de la stagnation des institutions et des mécanismes de représentation et de justice.

Une des grandes conclusions, c'est que la médiation fait partie du ministère propre de l'Église et qu'elle y trouve son fondement. Elle n'est pas une tâche politique étrangère au travail ecclésial pour la paix et l'unité. Elle est justifiée et explique l'engagement de l'Église et des évêques qui trouve sa justification au plus profond du ministère épiscopal et pastoral. Voilà pourquoi ils peuvent rendre ce service et pourquoi on leur fait confiance. A cause de la nécessité de l'appel prophétique à la conversion, la paix et la médiation constituent une opportunité et un défi à la proclamation d'une parole génératrice de vie nouvelle pour tous ♦



Si nous ne commençons pas d'ores et déjà à assumer la nécessité nationale d'une nouvelle étape de changement, la rébellion pourra se produire et de nouveaux foyers de violence surgiront.



Sans prophétie, l'Église est finie

Voilà l'enseignement actuel que les martyrs donnent aux Salvadoriens

Par Pedro Serrano

La folie chrétienne? Tout a commencé avec un crucifié!

L'Église a jailli du martyre de Jésus, mais après sa résurrection. En Lui, les Écritures se sont réalisées: «Si le grain de blé qui tombe en terre ne meurt pas, il reste seul» (Jn 12, 24). Par ces paroles à ses apôtres, le Christ annonçait à tous les croyants de l'histoire : «S'ils m'ont persécuté, ils vous persécuteront vous aussi.» (Jn 15,20).

De la même façon, toutes les générations passées, présentes et futures ont été étonnées de sa bonne nouvelle : «Heureux êtes-vous lorsque les hommes vous haïssent, lorsqu'ils vous rejettent et qu'ils vous insultent et proscrivent votre nom comme infâme à cause du Fils de l'homme. Réjouissez-vous ce jour-là et bondissez de joie, car voici, votre récompense est grande dans le ciel; c'est en effet de la même manière que leurs pères traitaient les prophètes.» (Lc 6, 22-23).

Le mouvement chrétien a pour leader un homme qui est Dieu. Toutefois, il n'est pas né dans un palais épiscopal, mais dans une grotte. Il ne s'est jamais allié aux puissants parce que son option était de libérer les opprimés. Il n'a jamais vécu dans le confort puisqu'il n'avait pas même pierre où reposer sa tête. Comme laïc, il n'appartenait pas à la classe sacerdotale mais il a établi le nouveau et unique sacerdoce possible. On ne lui a jamais donné de titres; pas de Monseigneur, ni d'Excellence, ni d'Illustrissime puisqu'il était considéré comme un fauteur de troubles. Par l'échec retentissant de la croix, il a atteint la victoire qui opère le salut dans la résurrection.

Jésus nous a laissé son Évangile qui est d'aimer tout le monde comme lui a aimé : qu'il s'agisse de gens connus ou inconnus, proches ou lointains, croyants ou agnostiques, amis ou ennemis. Mais cet amour doit reposer sur la base de la solidarité avec le PAUVRE, le préférant à Jésus lui-même, le plaçant au-dessus de toutes les personnes et toutes les choses.

Jésus-Christ nous a enseigné à trouver le Royaume d'une manière différente du monde : en perdant nous gagnons, en échouant nous triomphons, en donnant la vie nous la trouvons, en acceptant la croix nous atteignons le bonheur et l'éternité.

Il y a des millions d'hommes et de femmes qui ont donné leur vie pour Jésus et son Royaume. Ils sont vivants en Jésus, stimulant l'Église des pauvres dans son devenir historique. Parmi ces martyrs se trouvent des Salvadoriens et des Salvadoriennes : laïcs, religieuses, prêtres et même un évêque, Monseigneur Romero. C'est de ces martyrs que nous voulons parler.

À quoi servent les martyrs en démocratie?

Beaucoup se demandent pourquoi on insiste encore autant sur les martyrs. «Est-ce qu'actuellement, au Salvador, nous ne vivons pas en démocratie, en paix, en liberté? Actuellement on ne persécute plus ni les défenseurs de la justice ni les chrétiens», commente-t-on en certains milieux. «Préoccupons-nous du culte, des prières, des célébrations eucharistiques, des retraites spirituelles, car la guerre est terminée», pensent peut-être un grand nombre de chrétiens. Toutefois il serait bon que nous écoutions la réflexion de quelques jeunes :

Maximiliano, croyant, né à Nonualco, la Paz, considère que «les martyrs deviennent pour nous une expression vivante d'amour et de dévouement comme le Christ en faveur d'un peuple pauvre, opprimé et exploité. C'est une exigence chrétienne que nous les célébrions en communauté et maintenions leur oeuvre de libération, en nous engageant pour la paix et la justice».

Edmundo, de San Miguel, dit : «Le souvenir des martyrs nous aide beaucoup actuellement en donnant de la force à ceux qui cherchent la justice. Être martyr est un don de Dieu et ceux qui ne veulent pas se souvenir d'eux ni les célébrer, c'est peut-être parce qu'ils ne sont pas d'accord avec la justice dans le pays.» Edmundo s'est arrêté un moment, a réfléchi et a ajouté : « Les martyrs sont un cadeau que Dieu nous donne. Ils sont toujours nécessaires. Une Église sans martyrs n'est pas l'Église fondée par le Christ. Il n'y a pas de plus beau cadeau que d'offrir sa vie pour les autres dans une cause juste.»

Manuel, d'un canton de Santa Ana, a dit trois choses : «Premièrement, c'est un don et une expérience de Dieu. Le Christ se manifeste à travers les martyrs. Ils ont été victimes du conflit que les puissants ont déclenché contre les pauvres. En perdant leur vie, ils continuent à vivre dans le peuple d'une manière nouvelle. Deuxièmement, en nous souvenant d'eux et en les célébrant nous fortifions et motivons la foi des communautés. Si la mort par le martyr refroidit en apparence l'engagement des chrétiens à cause de la peur que génèrent les forces répressives, au plus profond du coeur des croyants populaires, elle conscientise et pousse à la poursuite des idéaux évangéliques. Troisièmement, si les martyrs n'existaient pas, si nous ne les célébrions pas, ce serait comme si l'Église perdait son identité et son être. Rappelons-nous que l'Église a surgi du martyr du Christ.»

Sans prophétie, l'Église est finie

Max, Edmundo et Manuel font de plus ressortir la responsabilité prophétique que possède l'Église salvadorienne en ces temps d'une démocratie beaucoup plus formelle que réelle. Même si la réalité démocratique est vécue dans une paix apparente, ce qui est sûr, c'est que le système, les structures et les personnes qui sont à l'origine de la mort de tant de victimes ont gardé leur puissance et prolongent l'appauvrissement de bien des gens.

La prophétie exige l'accompagnement du peuple qui marche vers une véritable libération. Voilà pourquoi il est dommage que des évêques qui devraient être les piliers de l'Église s'éloignent de cette attitude prophétique.

Nous ne pouvons rester muets devant tant d'injustices. L'Église, ou bien est prophétique, ou bien n'est pas l'Église. Il n'y aura pas de martyrs s'il n'y a pas de prophétisme.

Merci, Max, Edmundo et Manuel pour vos opinions pertinentes. C'est vrai qu'il y a toujours de la violence et de la répression dans cette faible démocratie salvadorienne, même plus que durant le conflit armé. Le niveau de vie des travailleurs a chuté depuis les accords de paix. Alors que durant les années 82-90 on dénombrait une moyenne de 13 assassinats par jour, en 1994 le nombre de morts causées par la délinquance a atteint 25 par jour!

Nous espérons que le travail religieux que nous réalisons en Église ne deviendra pas, à cause de nos inhibitions ou nos collaborations complices, un outil qui permettra de maintenir l'injustice. Le sang de nos martyrs s'élèverait alors vers le ciel comme une protestation ♦

Carta a las Iglesias, El Salvador, octobre 1995.



Cuba... malgré tout

Par Jacques Mercier, de retour
d'un court séjour à Cuba

CE QUI INTRIGUE LE TOURISTE QUI A LA CHANCE DE POUVOIR JASER AVEC LE CUBAIN MOYEN, C'EST SON ACCEPTATION, FAITE D'HUMOUR ET DE RÉSIGNATION, DE LA «CAMISOLE DE FORCE» QUE CONSTITUE POUR LUI L'ÉTROITESSE DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES QUI LUI SONT IMPOSÉES DEPUIS LA RÉVOLUTION.

Il faut savoir, par exemple, que le salaire journalier de Manolo, qui m'a fait visiter sur le siège arrière de sa bicyclette «La Havana Vieja», équivaut à 0,25\$ américain. Avec ces rachitiques émoluments il doit nourrir, vêtir, chausser sa famille, payer son loyer, inviter femme et enfants (il en a deux) à une crème glacée hebdomadaire et se procurer tout le reste «à l'avenant».

La question qu'on ne peut éviter de se poser, c'est évidemment : «Comment réussit-il à s'en tirer avec un si maigre salaire et comment accepte-t-il ces ingrates conditions de vie que le blocus économique des USA lui impose depuis déjà une trentaine d'années?» Beaucoup mieux que nous pourrions l'imaginer, nous qui sommes habitués à la surabondance scandaleuse des supermarchés. Je donne un exemple : pour l'équivalent d'un dollar américain (20 pesos cubains), Manolo couvre, pour un mois, la location du petit logis propre et bien meublé qu'il occupe; c'est-à-dire qu'avec les douze dollars dont je lui ai fait cadeau (salaire que beaucoup de Canadiens gagnent en une heure de travail) il pourra payer son loyer pour toute l'année 1996!

Il est donc clair qu'il n'y a aucune comparaison entre le système économique néo-libéral mercantile qui règne dans nos pays «avancés» et celui qui permet au gouvernement de Fidel de contrôler et de distribuer équitablement l'extrême exigüité des ressources alimentaires et autres dont dispose le pays, surtout depuis l'écroulement politique de l'ancienne URSS qui a cessé pratiquement toute relation commerciale avec Cuba.

Mais contrairement à ce qu'on pourrait penser et à ce que la propagande anti-castriste prétend, les

Cubains comprennent et acceptent qu'en ce moment plus que difficile de leur histoire actuelle, il n'y a pas d'autres moyens de «s'en sortir» que de se soumettre, avec patience et discipline, au régime de sévère austérité et strict contrôle que le gouvernement de Castro a dû leur imposer. Je donne une idée du régime alimentaire dont doit se contenter mensuellement chaque Cubain selon son âge et son état de santé : 3 kg de riz et de sucre, une douzaine d'oeufs, 2 kg de poisson et viande, 1 kg de soya et de céréales, une brioche de pain par jour et, pour les enfants de moins de 7 ans, un litre de lait par deux jours, sans qu'il leur soit garanti. Par ailleurs, cette distribution ne couvre pas le savon de toilette mensuel ni le tube de dentifrice, ni les vêtements et les chaussures dont il peut, à un moment donné, avoir besoin.

Cette répartition extrêmement serrée des biens de consommation repose sur un réseau national de magasins d'État où les Cubains peuvent se procurer à des prix correspondant à leurs maigres revenus les denrées de base qui leur sont nécessaires pour simplement survivre. Curieusement, ce système est si efficace et bien agencé qu'il n'y a personne à Cuba qui souffre de la faim comme c'est malheureusement le cas dans tous les pays du Tiers-monde. À ce propos, Manolo me faisait remarquer, en souriant malicieusement, que Fidel avait réussi à éliminer de Cuba un des grands problèmes de santé publique des pays riches : «l'obésité»... sans parler de l'alcoolisme et de la dépendance à la drogue, et cela par le fait que les Cubains n'ont strictement pas les sous pour s'adonner à ce genre de tentations, ni celle, non plus, de «gaspiller» dans les établissements pour touristes les quelques dollars qu'ils peuvent recevoir de leurs parents et amis de

Miami. Ils préfèrent changer ces «billets verts» au marché noir pour des pesos du pays qui leur sont plus utiles pour améliorer leur sort, que de se laisser tenter par les objets de luxe des bijouteries et des parfumeries des grands hôtels du temps de Batista.

Quant aux opinions des «ennemis de Cuba» qui chantent sur tous les tons l'absence de liberté dont souffriraient ses citoyens, l'inhumaine «dictature» marxiste qui pèserait sur eux et l'atmosphère de peur et de silence qui contaminerait leur conscience sociale et politique, je répondrais sans aucune intention de publicité en faveur du régime en place, que c'est une atmosphère «bon enfant», ouverte, parfaitement sécuritaire qui a caractérisé la semaine que j'ai passée à visiter, seul et à pied, les quartiers populaires et les rues obscures de la Havane. Tous ceux et celles avec qui je faisais un bout de jasette étaient tous disposés à répondre avec franchise et humour à toutes les questions indiscrettes que je leur posais à propos de tout et de rien :

—Cuba est une dictature?

—Oui, mais sans police secrète qui t'arrête à tout moment, pour vérifier tes papiers.

—Est-ce qu'on vous défend d'aller à l'église?

—Personnellement, j'y vais pas, mais on me dit que la cathédrale se remplit tous les dimanches.

—Êtes-vous marxiste?

—Je ne me suis jamais posé la question. Ce que je sais, c'est que je suis Cubain et ça me suffit.

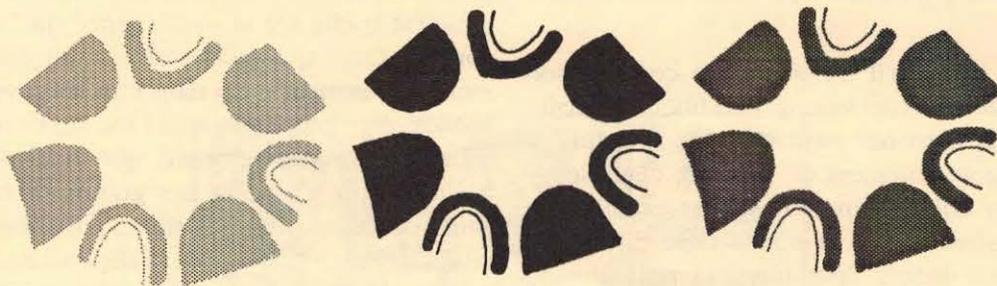
—Cuba est un paradis?

—Non, mais ce n'est pas non plus, un enfer. C'est une «prison ensoleillée» et je suis content d'y vivre, malgré tout.

etc., etc.

Il est sûr que Cuba n'est pas le paradis. Pour s'en convaincre, il suffit de penser à l'exode vers une Floride de rêve et de liberté où des centaines de *boat people* ont risqué leur vie, et de ne pas oublier la vie étriquée de ceux qui perdent des heures à attendre leur tour aux portes des magasins officiels d'alimentation et les exigences capricieuses du moindre petit fonctionnaire qui te fait attendre des heures et des jours pour répondre à tes démarches auprès des «officines» du Gouvernement.

L'unique vraie inquiétude des Cubains, c'est «l'après-Fidel»... Que deviendra Cuba après le départ du leader incontesté de la Révolution durant les trente dernières années de l'histoire de l'unique régime marxiste de l'Amérique? C'est la question que tous et toutes se posent et à laquelle ils préfèrent ne pas chercher de réponse. Ils cherchent plutôt à se convaincre qu'ils sont en train de vivre la fin d'une aventure qui a fait d'eux un peuple aguerrri, sain et libre, capable d'affronter les défis nouveaux que l'avenir leur réserve au sein d'une Amérique qui n'a pas fini de se chercher♦



Le néolibéralisme en Amérique latine : des miettes de pain et des épines de rose

Par Joëlle Chevrier Dumas

«DU LUNDI AU JEUDI, ON TRAVAILLE DE SEPT HEURES LE MATIN À NEUF HEURES LE SOIR ET LES VENDREDIS, DE SEPT HEURES LE MATIN À QUATRE HEURES DANS LA NUIT. ON COUCHE À L'USINE ET, À SEPT HEURES, ON RECOMMENCE JUSQU'À CINQ HEURES LE SAMEDI SOIR»¹, A RACONTÉ JUDITH YANIRA VIERA, UNE SALVADORIENNE DE 18 ANS, LORS D'UNE TOURNÉE AUX ÉTATS-UNIS QUI VISAIT À DÉNONCER L'EXPLOITATION DES JEUNES FEMMES DANS LES MANUFACTURES APPELÉES COMMUNÉMENT MAQUILADORAS EN AMÉRIQUE CENTRALE. JUDITH, COMME DES MILLIONS DE LATINO-AMÉRICAINES ET LATINO-AMÉRICAINS, «BÉNÉFICIE» DES RETOMBÉES DU GÉNÉREUX SYSTÈME NÉOLIBÉRAL TANT CHÉRI PAR LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI) ET PAR LA BANQUE MONDIALE (BM).

Les experts du FMI et de la BM ont fait miroiter aux yeux du monde les vertus du libéralisme sauveur, seul capable de les sortir de la pauvreté. Mais les vertus du néolibéralisme se sont transformées en «effet tequila» pour quelques-uns de ces adeptes particulièrement au Mexique, élève modèle du FMI et de la BM. La dernière «brosse» mexicaine remonte à la fin 1994, environ un an après l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain, l'Aléna, et du soulèvement zapatiste au Chiapas, le 1^{er} janvier 1994. En moins d'une semaine, le peso perd la moitié de sa valeur, il y a recrudescence de l'inflation et une chute radicale des revenus de travail. Selon la revue *Volcan*,² pour qu'un travailleur puisse nourrir sa famille, en 1995, il lui fallait 373 heures de travail au salaire minimum contre 96 heures en 1970. Malgré les déboires au pays de la *Corona*, plusieurs autres pays caressent le rêve de signer un accord de ce genre, dont le Salvador, lieu d'origine de Judith.

De 1990 à 1994, le produit intérieur brut, le PIB, quintuple au Salvador allant de 1,6% à 7%. Cependant, cette croissance économique reste fragile, car elle est «tirée par l'exportation et les mouvements spéculatifs, soumise à la fois aux aléas des marchés financiers et des marchés d'exportation», selon la revue *Volcans*. Une épée de Damoclès est suspendue au-dessus de l'économie salvadorienne,

entre autres, parce que le volume des importations a dépassé le volume des exportations, ce qui a eu pour conséquence de faire passer le déficit commercial de 524 millions en 1989 à 1,125 milliards en 1994. Et pour *Volcans*, la cause de ce déficit découle de la «politique anti-inflationniste» du gouvernement qui garde un «taux de change unifié et élevé» comme l'a fait le Mexique et qui a été un facteur dans son krach économique de 1994. Taux de change élevé, taux d'intérêt élevé (entre 20 et 25 %), conséquence : les produits étrangers sont plus attractifs pour les Salvadoriens, car ils sont moins chers que les produits locaux. Pour l'instant, les capitaux étrangers compensent «l'effet volume» de l'augmentation des importations au détriment des exportations sur le déficit commercial.

En effet, les accords de paix signés en 1992 ont apporté une augmentation de l'aide extérieure. Une partie de ces capitaux vient de la diaspora : un peu plus de 950 millions de dollars US. À cause de leur importance, ces capitaux font partie des réserves internationales du pays. Ils ont limité les ravages de la récession des années 1980 en aidant de nombreuses familles pauvres et ont été catalyseur dans le redémarrage de l'économie au début des années 1990. D'autres capitaux proviennent de l'entreprise privée et d'institutions. Celles-ci

appuient les «politiques d'ajustement strictes» du gouvernement salvadorien et la privatisation des entreprises nationales. Mais, c'est le peuple qui fait les frais de cette privatisation.

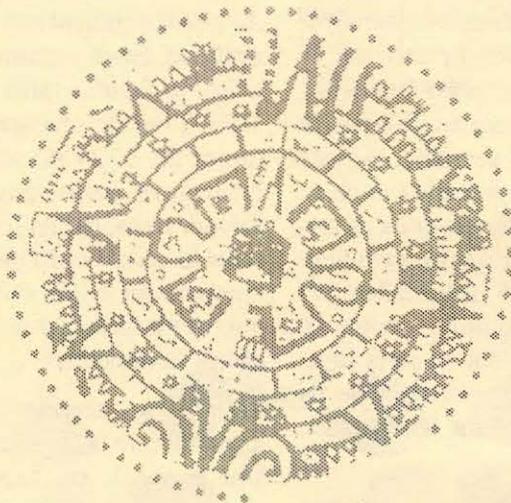
En 1989, le parti Arena a supprimé le contrôle des prix et a privatisé plusieurs services publics, ce qui a amené une augmentation substantielle des tarifs d'eau, de l'électricité et du transport en commun. On a obtenu les résultats recherchés, soit une diminution du taux d'inflation de moitié (23,3 % en 1985, 11,2 % en 1992). Étant donné ce succès, le gouvernement de Calderon Son a, l'année dernière, adopté les mêmes politiques d'ajustement structurel de son prédécesseur Cristiani qui ont appauvri les Salvadoriens. Et en 1996, il n'y a rien pour améliorer leur sort : on réduit encore les dépenses publiques et on augmente les taxes à la consommation. De plus, «l'effet tequila» commence à se faire sentir, car les exportations et les investissements ont chuté, et l'inflation a recommencé son ascension de plus belle.

Lorsque le Mexique est tombé en récession, à la fin de 1994, plusieurs entreprises ont dû fermer leurs portes. D'autres ont réorganisé radicalement le travail en licenciant massivement leurs employés et en les réembauchant par la suite. Il n'y a création d'emploi «dans les secteurs dont la compétitivité

repose sur des salaires faibles», les industries dites *maquiladoras*.

Judith, par exemple, travaillait pour GAP, les célèbres vêtements mode qui ont pignon sur rue à Montréal. Elle gagnait tout au plus 43 dollars par mois. À cause des mauvaises conditions de travail, les travailleuses et les travailleurs de cette *maquiladora* formèrent un syndicat, mais la riposte des patrons ne se fit pas attendre : menaces, enlèvement, torture des leaders syndicaux, puis, en juin 1995, l'entreprise plie bagage et met à pied ces 350 employé-e-s et va s'installer ailleurs.

Mais les travailleuses du Salvador et du Mexique ne sont pas les seules à subir les contrecoups de l'économie néolibérale. Au Venezuela, où existe également une politique monétaire stricte à saveur de FMI et de BM, la First Boston Bank para América Latina estime que le pays risque de traverser une crise économique et monétaire semblable à celle du Mexique à cause d'une diminution des réserves des devises internationales et de la surévaluation de la monnaie³. Selon la revue *NACLA*, l'industrialisation n'est plus la clef du développement et le coût de la mondialisation dépasse largement les bénéfices recherchés. De plus, comme l'État n'est plus capable de contrôler son économie, la facture sociale ne pourra qu'augmenter ♦



¹ *NACLA*, Report on the Americas, Vol. XXIX, no 4, janvier-février 1996.

² *Volcan*, la revue d'information et de solidarité sur l'Amérique centrale et les Caraïbes, No 19, novembre- décembre 1995.

³ *Crie*, Centro regional de informacaiones ecuménicas, no 336, decembre 1995.

Le texte qui suit est une demande d'action urgente que le Centre d'actions urgentes a traitée au mois de janvier dernier. L'information de cette action a été tirée, en grande partie, de la publication de la CODEHUCA, Brecha, agosto, septiembre, octubre, 1995, Año XIV, No. 4. Le dossier sur le Honduras, qui paraît en pages 8-11 de la revue citée, est reproduit presque intégralement. Traduction : Michelle Décarie.

Honduras

Les militaires au banc des accusés

LE COMITÉ DES PARENTS DE DÉTENUÉS ET DE PERSONNES PORTÉES DISPARUES DU HONDURAS -COFADEH-, ORGANISME MEMBRE DE CODEHUCA, A INFORMÉ SES MEMBRES QUE LA PREMIÈRE COUR D'APPEL, LE 10 JANVIER 1996, A PRONONCÉ UN JUGEMENT EN FAVEUR (DEUX VOTES POUR, UN CONTRE) DES TROIS AMNISTIES DÉCRÉTÉES SOUS LES DEUX DERNIERS GOUVERNEMENTS PRÉCÉDANT CELUI DE CARLOS ROBERTO REINA, UNE AMNISTIE QUI PROTÉGÉRAIT DONC LES MILITAIRES AYANT COMMIS DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS. LES FORCES ARMÉES DU HONDURAS TENTENT, PAR DIVERS RECOURS, DE MAINTENIR TELLE QUELLE L'IMPUNITÉ DONT ILS JOUISSENT. D'AILLEURS, AVANT MÊME QUE CETTE COUR NE SE FÛT PRONONCÉE SUR LES ARGUMENTS PRÉSENTÉS PAR LA DÉFENSE QUANT À LA COMPÉTENCE DU JUGE POUR MENER LE PROCÈS CONTRE LES NEUF MILITAIRES, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CARLOS ROBERTO REINA, DÉCLARAIT QUE LES MILITAIRES AVAIENT DROIT DE RECOURIR AUX AMNISTIES, CE QUI A ÉTÉ INTERPRÉTÉ, PAR PLUSIEURS, COMME UNE CLAIRE INTERVENTION DU POUVOIR EXÉCUTIF DANS LE POUVOIR JUDICIAIRE.

Lorsque le 21 juillet 1994 dix officiers des forces armées étaient accusés de tentatives d'assassinats et de détention illégale contre six étudiants universitaires, faits survenus en avril 1982, une bataille contre l'impunité s'amorçait au Honduras. Bataille dont on ne connaît pas encore l'issue.

La voix de la société civile, et particulièrement celle des familles des détenus et personnes portées disparues, elle, se fait entendre bien haut et de toute évidence exige que justice soit rendue et qu'on mette fin à l'impunité dans ce pays.

Les forces armées, avec un esprit de corps digne des meilleures causes, se sont lancées à la défense des dix officiers, ayant recours, à mauvais escient, à des moyens légaux, à des arguments politiques inacceptables, à des campagnes publicitaires orchestrées et enfin, à leur langage usuel et incontournable, le langage de la dissuasion par la force : les militaires ont organisé un « défilé » de tanks dans les rues de Tegucigalpa et ont fait circuler la rumeur d'un coup d'état militaire.

Comment les faits se sont-ils produits ?

Le 27 avril 1982, à cinq heures du matin, plusieurs agents de la ex-direction nationale d'investigations (DNI), armes à la main, se sont introduits dans la demeure où vivaient six étudiants membres de la Force universitaire révolutionnaire (*Fuerza Universitaria Revolucionaria, FUR*). Les étudiants ainsi que le père de deux d'entre eux, l'avocat Rivera Torres, ont été amenés au poste de la Force de sécurité publique (*Fuerza de Seguridad Pública*). Plusieurs témoins ont assisté à l'arrestation arbitraire.

Après quelque temps, l'avocat Rivera a été reconduit à sa maison et les militaires lui ont assuré que les étudiants ne seraient gardés que le temps d'un interrogatoire et qu'ensuite, ils seraient remis en liberté. Cependant, ce n'est que dix jours plus tard, que quatre d'entre eux étaient libérés, soit le 6 mai 1982. Ils avaient été détenus dans une prison improvisée dans un immeuble appartenant au colonel Amílcar Zelaya. Durant la décennie, des centaines de personnes séquestrées y se-

ront conduites dans le but d'être torturées et interrogées. D'ailleurs, plusieurs des ces détenus n'ont pas survécu aux tortures infligées.

Durant la détention des étudiants, tous les militaires accusés ont été impliqués dans les faits, du colonel chef de la ex-DNI, organisme qui a exécuté la détention, aux colonels tortionnaires en passant par les auteurs intellectuels, soit les militaires chargés de combattre la subversion.

Le début de la fin de l'impunité ?

Durant les derniers mois, l'appui au procès initié contre les militaires ne s'est pas fait attendre. Différents secteurs de la société se sont prononcés en faveur de ces procédures judiciaires, ce qui a marqué un point tournant dans l'histoire hondurienne. Pour la première fois, une lueur, dans cette longue nuit de l'impunité, commence à poindre à l'horizon. Enfin, espère-t-on, lumière sera faite sur les violations des droits humains commises par des militaires.

Les six universitaires qui ont été victimes de séquestration, de détention illégale, de torture et de tentative d'assassinat ont commencé à rendre leur témoignage devant le juge Roy Medina.

Le 27 juillet 1994, un état d'alerte était déclaré dans les différents postes douaniers du pays, pour empêcher les accusés de s'enfuir.

Les forces armées donnent leur appui total aux accusés

Les forces armées n'ont point tardé à réagir. Le général Luis Alfonso Discua Elvir a énoncé clairement qu'il donnerait son appui total aux militaires accusés.

Le 1er août, *Radio América*, après avoir contacté des militaires de haut rang, assurait que les forces armées ne permettraient pas que les officiers accusés franchissent le seuil du Palais de justice et que l'institution militaire ouvrirait les portes des casernes pour que les militaires accusés y trouvent refuge.

Les militaires interrogés par les journalistes de *Radio América* ont aussi mentionné que les forces armées élaboreraient une stratégie politico-militaire comprenant une campagne bien orchestrée pour faire connaître au public la dimension réelle des faits survenus durant la décennie passée, jusqu'à provoquer une confrontation directe avec les différentes institutions de l'État, comme par exemple le pouvoir judiciaire.

De plus, les militaires interrogés ont dit que les forces armées insisteraient fortement pour que des enquêtes soient menées sur les groupes de gauche de l'époque, ainsi que des recherches sur les responsables civils de

la conduite du pays à ce moment.

La campagne des forces armées viserait aussi, aux dires des militaires, à discréditer les victimes tout en mettant l'accent sur le fait que plusieurs des magistrats étaient, à cette époque, en lien avec des groupes de gauche.

Cette version journalistique n'a pas été ni confirmée ni démentie par le chef des forces armées, général Discua Elvir. Par contre, jusqu'à présent, toutes les étapes présentées à *Radio América* se sont déroulées comme décrites dans l'entrevue.

Entre autres, les forces armées ont manifesté, lors d'une émission télévisée, que l'institution militaire ne tolérerait pas qu'on se serve d'elle comme bouc émissaire de la politique de sécurité nationale mise de l'avant par le gouvernement de l'époque. Énoncé auquel le président de la République, Carlos Roberto Reina, a répondu que les boucs émissaires ne sont qu'une image et qu'il ne devrait pas y avoir de boucs émissaires mais plutôt des gens responsables face à des actions délictives.

De plus, les forces armées ont indiqué clairement que la pratique des disparitions forcées fut une politique de l'État et non pas des forces armées et que l'État étant composé de trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire), il était impossible de n'accuser que l'institution militaire et qu'il était impératif d'identifier les autres auteurs de ce drame.

La répartition de Edgardo Paz Barnica, ancien ministre des Relations étrangères à cette époque, ne s'est pas faite attendre. Il a riposté que la pratique des disparitions forcées ne fut pas une politique d'État mais plutôt une question conjoncturelle isolée et dirigée par le feu général Gustavo Alvarez Martínez, sous l'influence des forces armées argentines : «Ce fut une politique de sécurité nationale imposée par Martínez au sein des forces armées», a-t-il signalé.

Des tanks pour terroriser

Le 2 août, 60 militaires intégrant le Conseil des forces armées (COSUFFAA) se réunissaient pour fixer leur position quant aux procès contre les militaires accusés et décidaient que les militaires allaient se présenter devant les tribunaux. Devant des journalistes, les militaires faisaient part de cette décision à la nation, alors que, au même moment, à partir de divers points stratégiques de la capitale, des tanks militaires se déplaçaient dans la ville.

Le COFADEH a aussitôt condamné cet acte, le déclarant d'intimidation claire et nette de la part des militaires et critiquant cette pratique traditionnelle à laquelle avaient recouru les forces armées dans des moments où elles se sentaient menacées par les fortes critiques émanant de plusieurs secteurs de la population.

Quand l'impunité prétend se déguiser en amnistie

Puisque ni les tanks, ni les réparties enflammées des militaires n'ont atteint le but visé par les forces armées, qui était de semer la terreur au sein des institutions chargées d'intenter les procès, l'institution militaire tente de jouer la carte de l'amnistie. De concert avec une équipe d'avocats, les forces armées tentent de démontrer qu'elles peuvent se prévaloir de décrets d'amnistie émis par les gouvernements précédents, José Simón Azcona Hoyos et Rafael Leonardo Callejas.

Le 3 août, l'avocat López Osorio, à la tête de la défense, a présenté une demande écrite afin d'annuler les procès. Le juge Roy Medina, vingt jours après, déclarait qu'il n'était pas temps de présenter une telle demande et que par conséquent, il refusait la sollicitude.

Les militaires ne cessent de réitérer leur droit à recourir aux amnisties. L'erreur cruciale porte sur ce prétendu droit, car :

1. L'amnistie ne s'applique qu'à des délits politiques et non à des délits de droit commun. Or, les accusations contre les militaires ne reposent pas sur des délits politiques. Lorsque une personne, depuis l'exercice de ses fonctions et du pouvoir que le peuple lui a délégué, commet directement ou indirectement des abus, il ne s'agit pas de délits politiques mais bien d'abus de pouvoir. L'État ne peut se pardonner à lui-même. Les militaires ont agi au nom de l'État, dans un cadre juridique qu'ils se sont permis de transgresser.
2. L'amnistie pour les crimes de lèse-humanité s'oppose à la Doctrine des droits humains et plus particulièrement à la Déclaration américaine des droits humains, déclaration signée par l'État du Honduras.
3. L'amnistie, et de façon particulière celle décrétée en juillet 1991 par le gouvernement de Rafael Callejas, c'est-à-dire celle dont les militaires veulent se prévaloir aujourd'hui, s'oppose aux articles 90, 91 et 325 de la Constitution de la République.

Châtiment pour le crime des disparitions forcées

À Tegucigalpa, on est toujours sans nouvelles de quatre des officiers de l'Armée du Honduras cités devant les tribunaux pour répondre aux accusations de torture et de séquestration de dirigeants d'opposition. Après qu'une longue recherche se soit avérée infructueuse, le juge qui mène le procès, juge Roy Medina, a émis un mandat d'arrestation contre trois d'entre eux.

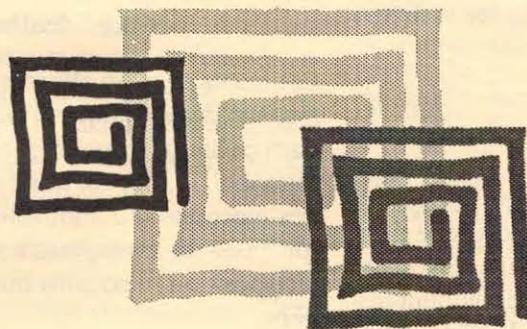
C'est la première fois dans l'histoire du pays que des militaires sont appelés à répondre de leurs actes devant des tribunaux et qu'un juge ordonne leur capture.

Les représentants d'organismes qui travaillent à la défense et promotion des droits humains et les comités des familles de personnes portées disparues assurent que ce procès est un point de départ crucial pour mettre fin à l'impunité.

«Le moment est arrivé de se réjouir, non pas animés par un esprit de vengeance mais par espérance que les coupables soient jugés et que justice soit rendue», a indiqué le président du Comité pour la défense des droits humains au Honduras, M. Ramón Custodio.

Le courage et la détermination du juge Roy Medina lui a valu de sérieuses menaces de mort, des actes intimidations et de discrètes persécutions perpétrées par des inconnus à chaque fois qu'il quitte son domicile. Le juge, qui mène aussi d'importantes causes relatives à la corruption administrative, doit se déplacer en véhicule blindé et entouré de gardes du corps. Aussi doit-il porter une veste anti-balles.

Pour leur part, les forces armées continuent de soutenir que les disparitions forcées sont une des composantes de la politique d'État, produit de la guerre froide et de la doctrine de sécurité nationale. Et quant au chef suprême des forces armées, le général Luis Alonso Discua, il propose un espèce «d'oubli et d'amnésie» car, dit-il, «il n'existe pas de raisons pour demander pardon pour ce qui s'est passé durant la décade antérieure»♦



Nous publions le premier de deux articles consacrés à l'analyse de la conjoncture au Mexique. Le premier texte trace le triste portrait de la situation des droits humains. Dans le prochain numéro de Caminando, vous pourrez lire un deuxième article présentant le travail des secteurs de la société civile qui s'organisent et qui constituent une force avec laquelle le gouvernement mexicain doit composer.

Mexique

Le dossier noir des violations de droits humains L'ALENA n'a rien changé

Par Michelle Décarie, responsable du Centre d'actions urgentes du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine

AU COURS DE L'ANNÉE 1994-1995, LES DEMANDES EN PROVENANCE DU MEXIQUE ONT AFFLUÉ VERS LES TROIS CENTRES D' ACTIONS URGENTES QUI COMPOSENT LE RÉSEAU D' ACTIONS URGENTES CANADA-AMÉRIQUE CENTRALE. CES ACTIONS URGENTES NOUS SONT PARVENUES TANT DES GROUPES ET ORGANISMES OEUVRANT DANS LE DOMAINE DES DROITS HUMAINS QUE DES ASSOCIATIONS ET ORGANISATIONS PAYSANNES, DES COMMUNAUTÉS ECCLÉSIALES DE BASE, DES REGROUPEMENTS DE PROFESSIONNELS, DES OBSERVATEURS INTERNATIONAUX EN POSTE AU MEXIQUE ET DES GROUPES D' INDIGÈNES, AUTANT D' EXPRESSIONS REFLÉTANT LE LARGE ÉVENTAIL DES DIVERSES COMPOSANTES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE MEXICAINE. CES DEMANDES D' ACTIONS URGENTES TÉMOIGNENT DE LA MONTÉE VERTIGINEUSE DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS AU MEXIQUE.

Secteurs cibles et secteurs victimes des violations des droits humains

Des 60 dénonciations de violations des droits humains signalées, plus de 75 % proviennent du Chiapas. Ces chiffres révélateurs quant à la croissance de l'usage de la violence nous permettent de mieux saisir l'acuité de la crise mexicaine et du conflit qui sévit dans le sud du pays. La nature des cas de violations des droits humains rapportés en dit tout aussi long sur les systèmes politique et judiciaire mexicains en vigueur.

Le Réseau peut affirmer que les secteurs cibles des violations des droits humains sont les secteurs organisés de la société qui peuvent représenter une menace quelconque à l'ordre établi. **Tout groupe** qui manifeste une opposition réelle, remettant en cause le pouvoir que détiennent certains groupes locaux, régionaux ou nationaux, tous ceux et celles qui revendiquent fermement leurs droits se voient devenir la cible de la violence répressive.

Ainsi, le Réseau a pu identifier, selon le tableau des cas rapportés en 1994-95, que les principaux secteurs victimes des violations sont les membres d'organisations et d'associations paysannes, l'opposition politique, les membres des groupes de défense et de promotion des droits humains et enfin, les membres de l'Église, qui d'ailleurs réalisent dans bien des cas, un travail de promotion et de défense des droits humains.

Les droits politiques

Comment peut-on affirmer que le Mexique vit dans un système démocratique si depuis plus de 60 ans, le même parti politique gouverne? Le Parti révolutionnaire institutionnel, le PRI, est porté au pouvoir depuis 1929, par des élections qui sont loin d'être considérées comme «propres» et transparentes aussi bien par les partis d'opposition mexicains que par les observateurs étrangers.

Voyant leurs droits politiques brimés, les Mexicains

exigent aujourd'hui une réforme en profondeur du système politique en vigueur : au Mexique, les structures actuelles offrent comme unique possibilité de gestion politique un parti-État qui perd de plus en plus de crédibilité et commence à être fortement ébranlé par la corruption. Les divers intérêts et tendances défendus au sein du parti laissent entrevoir un effritement graduel de ce parti-État. On pense ici aux meurtres de candidats, comme Colosio, défendant des positions divergeantes au sein du PRI; certaines factions du parti se joignent même à la population pour exiger une réforme du système électoral et politique considéré jusque là comme irrévocable. Le système politique tel quel, façonné au fil de ces 60 années par le parti-État, a restreint l'espace d'opposition politique à sa plus petite expression.

Les mécanismes que le gouvernement déploie pour maintenir le pouvoir sont nombreux et vont des plus subtils et pernicioeux aux plus évidents et violents. Le gouvernement peut avoir recours aux meurtres de candidats d'opposition, aux actes d'intimidation, à la censure de la critique et de la libre expression, à la fraude électorale, sans oublier les moyens plus détournés qui semblent démocratiques.

Récemment, le programme gouvernemental *Solidaridad*, visant à minimiser les impacts des programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI, est venu remplacer les politiques réelles d'aide et de soutien aux groupes les plus défavorisés. Cette aide gouvernementale, qui apporte momentanément des solutions à certains des problèmes des communautés, vient se substituer aux politiques de développement manquantes que le gouvernement devrait implanter à l'échelle du pays. Il faut ajouter que cette aide n'est pas distribuée nécessairement selon des critères objectifs : l'assistance ne va pas à ceux et celles qui le nécessitent le plus, mais plutôt à ceux et celles qui se montrent sympathisants du PRI.

Parce qu'au Mexique, le parti au pouvoir est difficilement dissociable de l'État, le programme *Solidaridad*, loin de constituer une solution réelle, enlève des appuis aux partis d'opposition et se convertit en récompense à ceux et celles qui ont voté PRI tout en encourageant les autres à voter PRI aux élections subséquentes. Outre les aspects antidémocratiques de ce programme, le fait de placer sur le marché les nécessités des plus pauvres, fait intolérable et scandaleux, s'avère une atteinte à la dignité des plus démunis.

Violence et élections

Si on parle de violations des droits politiques au Mexique, on ne peut passer sous silence la problématique

de la violence et des élections. La violence reliée aux processus électoraux s'est considérablement accrue sous les deux derniers gouvernements. Les fraudes, les intimidations aux candidats d'opposition et les conflits post-électoraux sont devenus le propre de la vie électorale et démocratique mexicaine.

Pour se maintenir au pouvoir, on a donc recours à la violence et à la manipulation des votes. Par exemple, en vue de combler le poste du gouverneur de l'État du Chiapas, une élection locale a eu lieu au même moment que l'élection présidentielle, soit en août 1994. Les opinions qui émanaient d'un bon nombre de courants sociaux prévoyaient une victoire locale du candidat du PRD, parti d'opposition, à l'opposé du résultat électoral aux présidentielles. L'élection s'est donc déroulée dans un climat de pression, de corruption, d'intimidation, de falsifications de documents d'identité, bref un climat de fraude électorale. À l'issue du scrutin, le Congrès local a déclaré Eduardo Robledo, candidat du PRI, gouverneur de l'état du Chiapas, tandis que pour sa part, l'Assemblée démocratique du peuple du Chiapas a déclaré Amado Avendaño, candidat du PRD, comme gouverneur de transition. Le peuple du Chiapas ne reconnaissait définitivement pas la victoire du PRI à l'élection locale. Lors d'un processus de vérification mis en oeuvre par des institutions locales, comme le Tribunal électoral du peuple du Chiapas, un grand nombre d'irrégularités survenues au moment de l'élection locale ont été signalées et compilées. Cette victoire du PRI dans l'état du Chiapas n'a fait qu'exacerber les tensions vives au sein des groupes sociaux du Chiapas. Pour asseoir son autorité contestée, le gouverneur a dû recourir aux armes et aux bras de fer des différents corps policiers mexicains et des groupes paramilitaires. D'ailleurs, Robledo se maintient toujours en place grâce à l'aide de ces mêmes groupes et grâce à l'appui des groupes de pouvoir locaux et nationaux.

Autre exemple, lors de la campagne électorale en vue des élections municipales dans ce même état, qui ont eu lieu le 15 octobre 1995, des dizaines de candidats d'opposition ont été éliminés. Ces crimes sont restés impunis. Le Réseau d'actions urgentes Canada-Amérique centrale recevait le 5 octobre une liste de noms de personnes qui avaient reçu des menaces de mort et qui avaient été victimes d'actes d'intimidation. Une quinzaine de candidats du PRD, notamment, auraient reçu des menaces de mort, menaces souvent proférées aussi contre leurs enfants. De plus, dans la municipalité de Tula, municipalité perçue par le gouvernement comme une des principales zones d'appui au mouvement zapatiste, 63 membres de familles de militants du PRD ont reçu des menaces proférées par des groupes paramilitaires dont les tristement célèbres *guardias*

blancas, ces gardes du corps des grands propriétaires terriens du Chiapas. Durant cette même campagne électorale, le 17 septembre 1995, le candidat du PRD à la présidence municipale du village de Angel Albino Corzo, M. Artemio Roblero Roblero, a été tué de six balles de calibre 45 tirées par deux inconnus. En réaction, les paysans sympathisants et membres du PRD séquestraient cette même nuit le candidat du PRI. Dans la presque totalité des cas rapportés, l'impunité couvre les auteurs matériels et intellectuels de ces crimes.

Éliminer les droits à la participation et à l'opposition politiques en éliminant physiquement les candidats qui représentent des positions distinctes de celles du gouvernement est une violation flagrante des droits à la vie et à la libre expression. Comment le gouvernement canadien peut-il prétendre qu'il a trouvé, en son nouveau partenaire commercial privilégié, un allié démocratique? Selon nous, les méthodes que les autorités mexicaines utilisent pour maintenir le pouvoir, notamment celles utilisées lors des élections au Chiapas, s'apparentent davantage aux régimes dictatoriaux et terroristes que démocratiques.

Les droits civils

En juin 1995, une nouvelle loi entrainait en vigueur et s'imposait au District fédéral, c'est-à-dire à la capitale et ses 20 millions d'habitants. Il s'agit d'un plan d'action immédiate qui vise à freiner la criminalité et la délinquance dans la ville de Mexico. Le District fédéral a créé un nouveau corps policier qui s'est joint aux nombreuses forces policières existantes. Ensemble, elles ont la tâche d'appréhender toutes les personnes qui leur paraissent suspectes ainsi que toutes celles qui contreviennent aux lois de la circulation. Sans mandat aucun, les policiers peuvent arrêter quiconque à l'allure suspecte : celui qui se promène sans avoir l'air d'aller nulle part, celle qui a brûlé un feu rouge, celui qui sort de chez lui à vingt-deux heures pour s'acheter des cigarettes, toute personne peut être considérée comme délinquante et être détenue pour une durée indéterminée au cours de laquelle elle sera privée de ses garanties constitutionnelles. Il faut ajouter que cette police, mise sur pied pour contrôler la délinquance nocturne, est très bien armée et a été entraînée pour faire face à des «durs»; elle a donc carte blanche pour agir aussi «durement» qu'elle le jugera nécessaire.

Aux yeux des autorités, les Mexicains et Mexicaines sont tous considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme de dangereux criminels. Cette mesure a été fortement critiquée par de nombreux groupes de citoyens et de citoyennes qui la perçoivent comme une mesure se rapprochant de l'état de siège plutôt que

d'une mesure de contrôle de la délinquance urbaine. Certains de nos partenaires mexicains nous ont confié que, selon eux, cette mesure, par sa nature arbitraire et autoritaire, servira de base pour interdire ou réprimer fortement toute manifestation à caractère social ou politique que les citoyens et citoyennes voudraient organiser dans la capitale.

Les droits économiques, sociaux et culturels

Au Mexique, le droit à l'emploi, le droit à la sécurité sociale, le droit à la sécurité alimentaire, le droit à l'éducation et aux soins de santé sont constamment bafoués. Et ce sont les différentes communautés indigènes, disséminées sur le territoire mexicain, qui souffrent le plus des violations de ces droits. Car parmi les pauvres, ce sont les indigènes qui vivent la plus grande exclusion sociale.

Leurs traditions ancestrales, leurs institutions sociales et politiques, leur philosophie, leur conception de la communauté, leur lien avec la terre, leur diversité, leur différence et leur cosmovision deviennent vite un obstacle à leur intégration à la modernisation définie par l'avènement de l'ère capitaliste. La seule voie proposée aux indigènes est celle de l'homogénéité. Les différentes politiques «indigenistas» qui ont été mises en place par l'État mexicain et celles qu'on cherche encore à impulser n'ont comme visées que l'intégration et l'assimilation, ainsi que l'acculturation au nom de la cohésion et l'unité nationales. Les politiques nationales, loin de s'inspirer de la tolérance et de l'acceptation de ces importantes communautés indigènes, se fondent sur la discrimination raciale. Depuis des siècles, ces communautés résistent et maintiennent vivante leur identité et c'est par la terre qu'ils ont réussi à assurer, jusqu'à présent, leur survie économique et culturelle.

Pour les indigènes, le droit à la terre signifie le droit à une identité propre et le droit à un moyen de subsistance. La terre est le point de référence central. Aussi, la possession communautaire de la terre régit l'organisation et les pratiques sociales et culturelles des «Indios».

Les conflits de la terre sont à la source d'un grand nombre de violations aux droits humains. D'ailleurs, les modifications apportées à l'article 27 de la Constitution mexicaine n'ont fait qu'accentuer la lutte historique pour la terre. Cet article reconnaissait, entre autres, le droit ancestral des indigènes à la terre, ainsi que leurs modes de possession communale. Le gouvernement canadien n'est pas sans savoir que, pour mettre en oeuvre l'Alena, le gouvernement mexicain a dû permettre la privatisation des terres communales, condamnant des milliers de petits propriétaires terriens à l'exclusion et à

la marginalisation les plus totales. Les nouveaux modes de production consacrés par l'Alena engendreront de nouveaux modes de vie qui ne viendront que continuer le processus entamé d'assimilation des communautés indigènes du Mexique en plus d'accroître l'abîme déjà colossal entre les riches et les pauvres.

Les indiens du Chiapas, le 1^{er} janvier 1994, se sont opposés radicalement à la mise en place d'un tel projet qui signifie, à leurs yeux, un «arrêt de mort» pour leurs communautés. Par le biais de l'Armée zapatiste de libération nationale, ils exigeaient du gouvernement d'autres réponses à leurs problèmes économiques que celle du libre-échange et de la compétition tout à fait inégale imposée par le libéralisme économique. Mais leur voix a vite été étouffée par une répression féroce qui dure encore.

La présence des militaires au Chiapas, justifiée aux yeux du gouvernement par la menace d'une insurrection armée, exacerbe les tensions au sein des communautés et sème la terreur tout en rappelant aux indigènes que leur appartenance ethnique ainsi que leurs revendications comme communautés indigènes peuvent leur coûter la vie. Cette présence militaire est estimée à 45 000 soldats, soit environ 1 militaire pour 3 citoyens! Le Réseau a reçu un grand nombre de dénonciations de violations des droits humains qui auraient été commises par des militaires.

La violence institutionnalisée qui se justifie, aux yeux du gouvernement et des militaires, comme stratégie principale pour maintenir les classes dominantes au pouvoir, prend les formes d'un régime de terreur qui s'implante par différents moyens tactiques. Un de ces moyens déployés se traduit, au Chiapas, par le viol de femmes qui sont identifiées, de près ou de loin, à des mouvements d'opposition, lesquels sont vus comme subversifs et donc menaçants. Des femmes sont violées au Chiapas car elles sont indigènes. Qu'elles sympathisent ou non avec l'Armée zapatiste de libération nationale, on leur inflige cette violence en guise d'intimidation, dans l'unique but de leur rappeler qu'elles n'ont aucun droit, en tant qu'indigènes, en tant que femmes exclues et pauvres, de protester et de revendiquer des conditions de vie meilleures pour elles, leurs enfants et leurs communautés. Comme le mentionnait un article paru dans la revue mexicaine *Proceso*, le 22 janvier 1996, «Les viols sont des châtiments politiques appliqués aux femmes pour qu'elles s'abstiennent d'accompagner leurs maris, leurs frères et leurs fils dans la lutte pour la justice et le respect de leurs droits fondamentaux».

Ainsi, au Mexique, toute forme d'organisation est perçue comme une menace, à un degré plus ou moins

élevé, selon la nature combative ou non de l'organisation, selon les positions idéologiques qu'elle défend et selon sa transcendance dans l'articulation et la mobilisation des forces sociales au sein des luttes de classes et de pouvoir.

Le droit à l'organisation, voilà un droit qu'il peut être dangereux de revendiquer au Mexique. Dix-sept paysans de l'organisation paysanne de la région montagneuse du sud (Organización Campesina de la Sierra del Sur-OCSS) l'ont appris à leurs dépens. Le 28 juin 1995, un groupe de paysans se rendait à la ville de Atoyac de Alvarez, état de Guerrero, dans le but d'exiger que leur compagnon porté disparu, Gilberto Romero Vásquez, leur soit présenté vivant. L'organisation à laquelle appartenaient les 17 paysans est une organisation reconnue pour ses positions et revendications fermes en faveur des paysans qui vivent dans des conditions de pauvreté extrême. Alors qu'ils voyageaient à bord d'un autobus, quelque 200 policiers et militaires ont soudainement arrêté le véhicule. Ils ont obligé les paysans à descendre et ils ont fait feu sur eux. Dix-sept paysans sont morts tombés sous les balles, tandis que plusieurs autres étaient grièvement blessés par les tirs. Certains policiers, aux dires de témoins, ont glissé des armes dans les mains de paysans morts gisant au sol, puis se sont retirés en toute quiétude. D'ailleurs, le premier journaliste présent sur les lieux a pris des photos où les corps des paysans gisent sans arme à la main.

Un membre du Réseau était au Mexique au moment où a eu lieu le massacre de ces 17 paysans et a pu constater la confusion qui a entouré, dès le début, cette triste tragédie ainsi que le manque de volonté politique de la part des autorités mexicaines lorsqu'il s'agit de faire respecter les normes et les lois régissant un état de droit.

Face à ces nombreux cas de violations des droits humains qui sont passés sous silence par les autorités mexicaines et face à l'appui que les gouvernements de la communauté internationale fournissent au gouvernement mexicain, face à la misère de millions de Mexicaines et de Mexicains qui tentent en vain de réclamer et d'obtenir des conditions de vie décentes, justes et dignes, face à l'accumulation sans bornes de la richesse au profit d'une infime minorité et au détriment d'une majorité immense, il nous semble inacceptable que le gouvernement canadien ne se soit pas encore prononcé contre le terrorisme d'État qui sévit au Mexique. La politique étrangère canadienne ne peut continuer à s'inspirer que du commerce international pour régir ses relations internationales, elle doit aussi tenir compte du respect des droits humains ♦

L'effet surprise : la présence du FNDG

Lors des élections, une coalition de trois partis de centre droit, dans laquelle se trouvait également la Démocratie chrétienne, a obtenu 13 % des voix. Cependant l'effet surprise a été constitué par la forte présence du Front démocratique nouveau Guatemala (FDNG). Ce front, créé trois mois avant la campagne électorale, regroupe des mouvements indigènes, des syndicats et des organisations des droits humains. Des 170 candidats nationaux du FDNG, 137 étaient mayas. Il a ob-

tenu 8 % des voix avec le plus petit budget de la campagne.

Les candidats du FDNG ont obtenu 5 des 80 sièges, permettant ainsi à des militantes des droits humains telles que Nineth Montenegro et Rosalina Tuyuc de prendre place au Congrès national. Ce parti a remporté plusieurs mairies de villes indigènes, y compris à Quetzaltenango, deuxième ville du Guatemala.

Guatemala

Les défis du nouveau président Alvaro Arzú

Source DIAL 16-29 février 1996

L'ÉLECTION D'ALVARO ARZÚ À LA PRÉSIDENTIE DU GUATEMALA ET LE RENOUVELLEMENT DU CONGRÈS REVÊTENT POUR CE PAYS UNE IMPORTANCE PARTICULIÈRE EN RAISON DE LA GRAVITÉ DES ENJEUX, AUSSI BIEN EN MATIÈRE DE PAIX, DE DÉMOCRATISATION, DE RESPECT DES POPULATIONS INDIGÈNES QUE DE JUSTICE SOCIALE. CES ÉLECTIONS SE SONT DÉROULÉES LE 12 NOVEMBRE 1995 POUR LE PREMIER TOUR ET LE 7 JANVIER 1996 POUR LE DEUXIÈME TOUR.

En l'absence d'une solide majorité, le nouveau président Alvaro Arzú devra surmonter de sérieux obstacles s'il tient à respecter ses promesses.

Le jour des élections, Elijio Simaj a emporté son téléviseur dans son local électoral situé à Santa Cruz la Laguna. En effet, il savait que présider deux bureaux ne serait pas une tâche très dynamisante. Elijio Simaj ne s'était pas trompé. Seuls 21 % des électeurs inscrits se sont mobilisés et parmi eux très peu de femmes. Il mit sa télécommande à côté de la pile des bulletins électoraux et avec ses collègues des bureaux de vote, il a passé sa journée à regarder les dessins animés, les émissions de cirque et de football.

C'est certain, la grande majorité avait l'impression que voter le 7 janvier 1996 pour l'un des deux candidats conservateurs élus au premier tour en novembre,

n'apporterait aucun changement dans leur vies, aussi déciderent-ils de s'abstenir. Au niveau national seuls 36,8 % des électeurs sont allés voter. Rigoberta Menchú, prix Nobel de la Paix, a déclaré «que le taux élevé d'abstention était dû à la grande méfiance qu'ont le peuple indigène et le monde paysan vis-à-vis du système électoral».

Vitalino Similux, secrétaire de la Conférence des Églises évangéliques du Guatemala, explique cette indifférence par le fait qu'aucun des deux candidats «ne présentait une alternative réelle ni un espoir pour le peuple... Un paysan m'a dit que les électeurs avaient le choix entre un candidat qui les tuerait par la guerre armée, et un candidat qui les tuerait avec la pauvreté. En fin de compte, avec l'un ou l'autre, le résultat serait le même».

Le candidat du Parti d'avancée nationale (PAN), Alvaro Arzú, avec 51,2 % des voix a devancé Alfonso Portillo, du Front républicain guatémaltèque (FRG). Portillo, avocat populiste qui a obtenu 48,8 % des voix, s'était fait connaître comme chef de campagne du général Efraín Ríos Montt. Ce dernier ayant dirigé le pays manu militari à la suite du coup d'État militaire de 1982, n'a pas pu présenter sa candidature.

Arzú a obtenu plus des deux tiers des votes dans la capitale. Dans le passé il en avait été maire et on se souvenait que le niveau de corruption avait été relativement faible et que plusieurs chantiers publics avaient été réalisés (sans parler de la violente répression de l'activité syndicale).

Portillo, l'ayant emporté pratiquement dans le reste du pays, a déclaré que Arzú était le président de la capitale et lui celui du monde rural. Portillo explique qu'il a échoué de justesse à cause de la puissance financière du PAN et du soutien de la hiérarchie catholique. Une lettre pastorale des évêques, diffusée dans le pays lors de la messe du 24 décembre, encourageait les catholiques à faire leur choix, de façon à éviter «les situations qui ont entraîné tant de souffrances pour le peuple, comme sont les grands massacres, la destruction de nombreux villages et la pratique d'une injustice utilisant des moyens contraires aux droits de l'homme». Cette déclaration était une claire allusion à Ríos Montt et au FRG. Bien que le PAN, ait obtenu 42 des 80 sièges du Congrès, la marge étroite de la majorité pourrait obliger Arzú à chercher le soutien de l'armée et du patronat. Depuis que les militaires ont quitté le pouvoir en 1986, Arzú est le troisième président élu démocratiquement, mais les généraux continuent à tenir les rênes de l'État.

Arzú s'est engagé à maintenir chaque secteur politique à sa véritable place, «chaque singe dans sa balançoire» a-t-il dit une fois. Mais, il semble difficile de faire de même avec les militaires, surtout pour un commandant en chef ne disposant pas d'un large soutien populaire.

Arzú mettra en évidence sa détermination en engageant

son plan de 180 jours destiné à réduire le taux explosif de délinquance. Si le président reconnaît la participation des forces de l'ordre dans le crime organisé (trafic de drogues, vol de voitures et séquestrations) il sera amené à affronter la réaction des généraux.

Par ailleurs, si Arzú touche aux privilèges du patronat il est fort peu probable que celui-ci lui accorde son soutien politique. Avec une réputation d'obstiné, Arzú a promis une réforme économique qui inclut le contrôle de l'évasion fiscale. En effet, en matière d'impôts, l'État perçoit moins de 7 % du PIB. C'est l'un des revenus fiscaux les plus bas de l'hémisphère.

Membre d'une des plus riches familles de Guatemala, le 8 janvier 1996 Arzú s'est engagé à mener à terme dans 7 ou 8 mois les conversations de paix avec la guérilla. Il devra faire face à un secteur agricole réactionnaire, qui s'inquiète déjà des discussions au sujet de la propriété de la terre et qui durant ces six derniers mois, a fait obstacle aux conversations supervisées par les Nations Unies.

Arzú devrait également subir la pression des travailleurs et des pauvres. À la suite de sa victoire électorale, des paysans sans terre ont squatté deux propriétés agricoles privées (haciendas) et des syndicalistes ont menacé de grèves.

Toutefois, si la majorité des leaders des nouveaux mouvements populaires ne se sont pas prononcés publiquement sur les élections, nombreux sont ceux qui soutiennent en privé le PAN comme le moindre mal.

Antonio Otzoy, intellectuel maya qui dirige une association presbytérienne indigène, a soutenu que beaucoup d'indigènes ont voté pour Arzú : «même s'ils rejettent son programme économique, ils espèrent avoir moins d'ennuis avec le PAN qu'avec le FRG. Nous pouvons, maintenant, reprendre un peu notre souffle», a dit Otzoy. «Au fil du temps nous avons appris que les gouvernements sont incapables de résoudre les problèmes de nos communautés», continue Otzoy. «Le mieux que nous puissions espérer c'est qu'ils nous laissent en paix» ♦



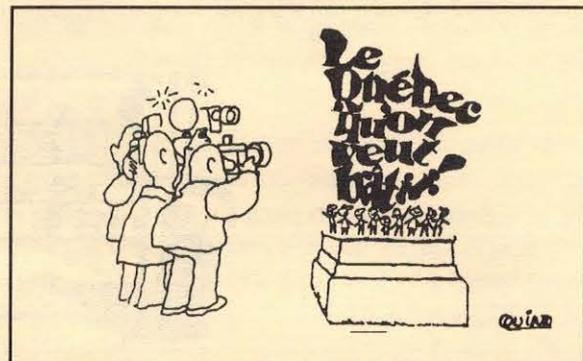
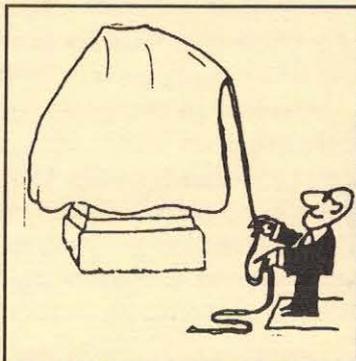
Programme de la journée

Romero 1996

**le dimanche 24 mars 1996
à la paroisse St-Jean-de-la-Croix
(6657 St-Laurent, coin St-Zotique)**

- | | |
|-------|---|
| 13 h | -Animation pour les enfants;
-Kiosques d'information;
Des médias alternatifs nous présentent leur travail
-Vidéos du Chiapas et de Mgr Romero; |
| 14 h | -« <i>Dévoilez la vérité pour changer la société</i> », le seul quiz qui vous concerne; |
| 15 h | -Surprise du chiapas: Marcos parmi nous en personne ou presque... |
| 15h30 | -Conférence : «Le droit à la communication» par Louise Boivin, journaliste indépendante; |
| 16h15 | -Célébration de la parole; |
| 17 h | -Tirage organisé par le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine; |
| 17h30 | -Souper salvadorien;
(4 \$ pour les adultes et 2 \$ pour les enfants)
-Reprise des projections vidéos; |
| 18 h | -Bazar-éclair au profit d'un projet de santé au Salvador;
-Musique et danse. |

Dévoiler la vérité



Pour changer la société

Va - et - vient

Assemblée du SICSAL

Du 10 au 14 février derniers avait lieu au Guatemala l'Assemblée annuelle du **Secrétariat international chrétien de solidarité avec l'Amérique latine, Oscar A. Romero (SICSAL)**. Une cinquantaine de délégués venus principalement d'Amérique latine, mais aussi d'Europe, des États-Unis et bien sûr du Québec, se réunissaient pour faire le point sur leur travail.

Ce fut une rencontre fortement axée sur l'identité du SICSAL. Les membres du SICSAL ressentaient le besoin d'actualiser le rôle et la mission de leur organisme fondé en 1980.

«Le SICSAL n'est pas un réseau de solidarité au sens strict», déclarait Pedro Casaldàliga, co-président du SICSAL, dès l'ouverture de l'Assemblée. Le SICSAL ne représente pas non plus les communautés de bases en Amérique latine. Quelle est donc la spécificité du SICSAL?

Le SICSAL se veut toujours un lieu privilégié pour réfléchir et partager les pratiques et les perspectives de solidarité avec les peuples d'Amérique latine. Le SICSAL se veut aussi un lieu pour approfondir la spiritualité de Romero, véritable inspiration pour l'engagement chrétien.

Du pain sur la planche

En plus de faire le point sur l'identité du SICSAL, les délégués ont déterminé les principaux enjeux de la solidarité avec l'Amérique latine et les axes de travail d'ici l'An 2000:

1. L'irradiation de la dette externe des pays d'Amérique latine;
2. Les actions alternatives à l'économie néo-libérale;
3. Le retrait des bases militaires étasuniennes dans le monde, en particulier au Panama, à Cuba et au Japon;
4. L'immigration et les populations déplacées;
5. Les processus de paix au Chiapas et au Guatemala;
6. La décennie des peuples indigènes;
7. La levée de l'embargo étasunien imposé au peuple cubain.

Vous comprendrez qu'il ne s'agit pas d'un plan de travail en bonne et due forme mais bien d'axes de travail à partir desquels les membres du SICSAL pourront orienter leur travail de solidarité au cours des prochains cinq ans. Par exemple, concernant le premier point, il s'agit concrètement de promouvoir l'idée que l'An 2000 constitue l'année de grâce pour le paiement de la dette des pays du Tiers Monde et en particulier d'Amérique latine.

Plusieurs ONG à travers le monde travaillent déjà sur la problématique de la dette. Au Canada, une coalition s'est même formée en 1995 pour faire pression sur le FMI et la Banque mondiale. Il s'agit donc pour les membres du SICSAL de participer aux initiatives existantes et d'utiliser les liens privilégiés qui se développent à travers le SICSAL pour faire connaître ces initiatives ♦

